

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 10/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)**

rue Antoine Becquerel  
CS 17216  
11100 Narbonne

Références : CV-D-2025-0296  
Code AIOT : 0006400578

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 21/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée suite à une plainte "odeur" déposée officiellement par un riverain habitant proche de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Jas de Rhode. Celui-ci avait transmis des photographies voulant montrer l'absence de recouvrement journalier des déchets enfouis. La visite a donc été réalisée de manière inopinée pour vérifier la présence de couverture et d'envols de déchets, car les conditions étaient particulièrement venteuses le jour de la visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, et du centre de tri située sur la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Couverture quotidienne de la zone d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
3	Recouvrement journalier des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
5	Matériaux inertes pour couvrir un début d'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Odeurs - superficie de la zone d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.3	Sans objet
4	Campagne de nettoyage et de ramassage des envols de déchets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté l'absence de recouvrement des déchets enfouis en fin de journée. La quantité de matériaux inertes permettant de recouvrir rapidement un feu naissant et couvrir la zone d'exploitation journalière n'était pas suffisante.

Compte-tenu de ces non-conformités, l'Inspection propose à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant au titre du L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Odeurs - superficie de la zone d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Superficie de la zone d'exploitation (enfouissement des déchets)
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes pour l'installation de stockage de déchets non

<p>dangereux :</p> <p>(...)</p> <p>- réduction le plus possible de la superficie de la zone d'exploitation qui, en tout état de cause, ne pourra dépasser les 5 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été observé le 21/04/2025 que la zone d'exploitation couvrait une zone d'une taille approximative de 70 m x 25 m soit environ 1 750 m<sup>2</sup>, ce qui est inférieur à la surface prescrite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Couverture quotidienne de la zone d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode de mise en place des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les envols et prévenir les nuisances olfactives selon les modalités suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>- La quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site : 15 jours d'exploitation (2 000 m<sup>3</sup>). Cette réserve est différente de celle dédiée à la défense incendie. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement utilisés.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été possible de différencier clairement les deux tas de matériaux destinés (1) à couvrir un potentiel incendie (minimum 1 000 m<sup>3</sup>) et (2) au recouvrement quotidien des déchets (2 000 m<sup>3</sup>, voir point de contrôle N°5. Un total de 3 000 m<sup>3</sup> aurait dû se trouver à proximité de la zone d'exploitation. Nous avons observé près de la zone d'exploitation un volume total d'environ 1 500 m<sup>3</sup>, la quantité de matériaux n'est donc pas suffisante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection dès réception du présent rapport et ceci pendant une durée d'un mois une photo quotidienne (en début de journée) des réserves de matériaux inertes destinés à l'incendie et au recouvrement journalier prouvant le volume réglementaire requis. L'exploitant justifiera également du bilan matière des matériaux de recouvrements utilisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Immédiat</p>

## N° 3 : Recouvrement journalier des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recouvrement journalier des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes pour l'installation de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>- recouvrement journalier de la zone en exploitation par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeur, et mise en place d'une couverture renforcée dans les zones d'exploitation temporairement non exploitées ;</p>

(...)
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a observé le déchargement des derniers camions entre 14h30 et 16h, il n'a pas été observé de recouvrement des déchets déchargés suite à leur compactage en fin de journée. Les déchets restaient visibles en superficie, aucun matériau inerte n'a été déposé sur les déchets à la fin du compactage journalier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dès réception du présent rapport, l'exploitant devra transmettre quotidiennement à l'Inspection et ceci pendant un mois, des photographies attestant du recouvrement quotidien des déchets après compactage final en fin de journée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> Immédiat

#### N° 4 : Campagne de nettoyage et de ramassage des envols de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de nettoyage et de ramassage des envols de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Des campagnes de ramassage des envols de déchets sont réalisées régulièrement et à une fréquence à adapter aux conditions climatiques. Ces campagnes sont étendues à l'extérieur du site en cas de besoin, notamment en cas de signalement de la part des riverains du site ou de la commune. En outre, l'exploitant assure à minima une ronde hebdomadaire aux abords du site pour identifier la nécessité d'une campagne de ramassage des envols, Ces rondes et campagnes sont consignées dans un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de rondes effectuées la semaine du 14 au 22 avril (dates du 15-16-17-18-22-23 avril 2025). Les conditions météorologiques étaient particulièrement venteuses le jeudi 17 avril 2025 avec des rafales de vent atteignant presque 90km/heure. Les rapports intègrent des photographies justifiant le ramassage des déchets par les équipes de ramassage (avant/après). Le lundi 21 avril 2025, il a été observé des déchets plastiques dans les filets prévus à cet effet. Les déchets allaient être ramassés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Matériaux inertes pour couvrir un début d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matériaux inertes pour couvrir un début d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Installation de stockage de déchets non dangereux : A proximité de chaque alvéole en cours d'exploitation, il est disposé en permanence une quantité de matériaux meubles et inertes de 1 000 m <sup>3</sup> au minimum, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie ou un dégagement thermique. Cette réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et n'est pas confondue avec celle nécessaire à l'exécution de la couverture. (...)
<b>Constats :</b> Il n'a pas été possible de différencier clairement les deux tas de matériaux destinés (1) à couvrir un potentiel incendie (minimum 1 000 m <sup>3</sup> ) et (2) au recouvrement quotidien des déchets (2 000m <sup>3</sup> , voir point de contrôle N°2). Un total de 3 000 m <sup>3</sup> aurait dû se trouver à proximité de la zone d'exploitation. Nous avons observé près de la zone d'exploitation un volume total d'environ 1 500 m <sup>3</sup> , la quantité de

matériaux présente n'est donc pas suffisante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection dès réception du présent rapport et ceci pendant une durée d'un mois une photo quotidienne (en début de journée) des réserves de matériaux inertes destinés à l'incendie et au recouvrement journalier prouvant le volume réglementaire requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> Immédiat